

vingt pays, sont confrontées à une grave pénurie alimentaire. La généreuse réponse de nos pays, non seulement de la part des gouvernements mais aussi des particuliers et des organisations bénévoles, est à la fois encourageante et exemplaire. La communauté internationale, fermement appuyée par les Nations-Unies, a fait preuve d'une remarquable capacité de mobilisation pour la mise en oeuvre des opérations de secours. Mais nous sommes tous conscients que ce n'est là qu'un début; le prochain défi sera de promouvoir un développement efficace pour empêcher que de telles situations ne se reproduisent. La question essentielle reste, naturellement, celle des moyens qui permettraient de favoriser une mobilisation efficace des ressources dans les pays en développement eux-mêmes. Le fait que le Fonds Spécial pour l'Afrique sub-saharienne d'un milliard de dollars, accordé par la Banque mondiale, soit lié à la réforme des politiques, me fait croire que nous nous engageons sur la bonne voie. Nous devrions comprendre dès maintenant que le problème du développement africain exigera un engagement important et de longue haleine. Pour sa part, le Canada fournira à l'Afrique, au cours de l'année fiscale 1985-86, en empruntant toutes les voies possibles, une aide de plus de 850 millions de dollars canadiens, sans compter la contribution de 100 millions de dollars sur trois ans qu'il s'est engagé à apporter au fonds spécial de la Banque mondiale pour l'Afrique sub-saharienne.

La réponse de la communauté internationale à la crise africaine doit nous inspirer dans notre action. La situation n'est, fort heureusement, pas aussi inquiétante sur tous les continents mais partout se fait sentir la nécessité d'oeuvrer résolument pour la reprise du processus de développement et de croissance. Comme je l'ai indiqué, nous devons associer à des politiques nationales appropriées des ressources financières suffisantes, une libéralisation des échanges, un investissement national et étranger soutenu, un renforcement des institutions multilatérales, ainsi qu'un système international stable et cohérent. Nous l'avons déjà dit et nous le répétons: pour nombre de pays en développement, la réalisation de niveaux de croissance viables est l'un des défis majeurs de notre temps. Il est autant de notre intérêt que du leur que nous y apportions une contribution.